

No. 2

May 2002

**IMPACT DE LA CRISE SUR L'AGRICULTURE COMMERCIALE :
LE CAS DE LA FILIERE COTON A MAHAJANGA¹**

Introduction

Il est souvent dit que le milieu rural et le secteur agricole sont moins touchés par la crise actuelle étant donné que ce milieu dépend peu de l'économie de marché et qu'il est ainsi faiblement touché par les problèmes de transport. Ceci n'est pas toujours le cas car une certaine partie de la population rurale dépend entièrement du revenu des cultures de rente pour leur existence. Pour illustrer les effets de la crise dans ce secteur, cette note étudie le cas de la filière coton à Mahajanga.

Pour bien mesurer comment la crise politique de ces derniers mois affecte cette filière, il importe de noter, qu'avant la crise, la situation était déjà difficile, et se traduisait par l'incapacité de la HASYMA¹ à payer son paysannat pour la récolte de la campagne 2001. On peut citer entre autres causes les pertes causées par la chute soutenue des cours mondiaux depuis maintenant six ans. Par exemple, en novembre 2001, les cours ont atteint leurs niveaux les plus bas depuis 30 ans. Depuis décembre 2000, le prix de la livre de coton a été divisé par deux, alors qu'au cours de la même période, le prix d'achat de la coton-graine aux producteurs à Madagascar, est resté stable. Ceci s'explique par le fait que le système appliqué actuellement pour la fixation des prix est ce qu'on appelle communément "le prix garanti": le prix d'achat de la récolte future est fixé en début de campagne, sur la base de négociations entre les différents acteurs de la filière: HASYMA, les filateurs, et les paysans-producteurs. Par conséquent, toute chute importante ultérieure des cours se traduit par des pertes pour HASYMA. C'est ce scénario qui a mené à une situation déjà assez difficile avant la crise politique. On discutera dans ce qui suit des impacts spécifiques de la crise.

Impacts de la crise

a. Manque de crédit d'achat pour les acheteurs de coton

L'impact le plus important a été la difficulté de trouver du crédit pour payer les paysans-producteurs, pour la récolte de novembre 2001. En raison de la crise, la BOA (Bank of Africa), fournisseur de crédit habituel, était réticente vu le niveau de risque que cela représente pour elle. Ces derniers temps cependant, après négociations, cette banque serait d'accord sur le principe, mais il semble qu'actuellement elle ne dispose plus de cette somme, environ six milliards, à cause d'un manque de liquidité au niveau de la Banque Centrale même. Il faut savoir que Mahajanga est en situation de besoin de financement, et dépend donc de la capacité de financement de Tana. Or cette capacité de financement a été mise à mal à cause du ralentissement général de l'économie.

Les conséquences sont catastrophiques pour les 3500 et 4000 paysans-producteurs encadrés par la HASYMA à Mahajanga. Au sein de ces producteurs, il faut faire la différence entre d'une part les petits paysans qui ne possèdent généralement pas de terres, et d'autre part les planteurs privés, qui ont des grandes exploitations et qui ont généralement des moyens techniques modernes. L'impact sur le paysannat pourra alors être considéré comme l'impact sur les plus démunis. La conséquence sur la filière est déplorable, puisque beaucoup ont abandonné la culture du coton. Cette situation se voit à travers les derniers chiffres montrant la situation des semis décennaires fin avril 2002 (chiffres communiqués par le premier responsable technique de la HASYMA).

Un examen attentif du tableau montre l'étendue du désastre : la colonne objectifs qui désigne l'estimation de la surface totale à atteindre pour la campagne 2002 indique que cette surface totale est moins que la moitié de la réalisation en 2001 (43%). L'impact sur le paysannat encadré par HASYMA se voit dans les Zones Nord et Sud. Si en Zone Nord, les objectifs à atteindre sont de 70% de ce qu'ils étaient

¹ Entreprise semi-publique s'occupant de l'encadrement des paysans planteurs, de la fourniture d'intrants et de pesticides, de l'égrenage de la coton-graine, ainsi que de la commercialisation du coton.

l'année dernière, et sont presque atteints actuellement, en zone Sud, ces objectifs ne constituent que 12% des réalisations de 2001, et ne sont actuellement pas arrivés à la moitié de leurs réalisations.

Par ailleurs, les revenus des paysans vont diminuer à cause du prix d'achat de la coton-graine, fixé à 1650 fmg le kilo, contre 2100 fmg en 2001, ce qui constitue une baisse de 450 fmg par kilo.

b. Le retard dans l'acheminement des engrais réduira son utilisation; les rendements pour la récolte prochaine seront plus bas.

Les semis du cotonnier se font normalement sur les alluvions des principales rivières (baiboho) à partir du début mars et se terminent à la mi-mai à Mahajanga. Ceci est dû au fait que la technique utilisée est la culture de décrue, qui consiste à profiter de la remontée capillaire à partir de la nappe phréatique, donc juste après le retrait des eaux. On obtient ainsi des rendements élevés, pouvant dépasser les deux tonnes à l'hectare ou même près de trois tonnes. Mais il y a une forte contrainte de temps, puisqu'il n'y a qu'un délai très court pour la préparation des terres entre le retrait des eaux et le semis.

Les engrais de la HASYMA viennent d'être dédouanés et des problèmes se posent pour l'acheminement vers les champs, à cause notamment des pluies et des barrages. En temps normal, les engrais seraient déjà acheminés sur place avant le début de campagne, avant les premières pluies, puisqu'ils doivent servir pendant le semis. A cause de ce retard, beaucoup de planteurs ont décidé de faire les semis sans engrais. On peut donc tabler sur une baisse certaine du rendement et de la production pour la prochaine récolte, déjà fortement amoindrie par une forte diminution des surfaces. Mais les conséquences ne se limitent pas au paysannat.

c. On constate une forte augmentation des coûts d'exploitation des grands planteurs privés; ceci conduit à un environnement moins compétitif et ainsi, à une réduction de surfaces cultivées.

Comme mentionné précédemment, les grands planteurs sont fortement mécanisés. A cause des barrages, il est très difficile de faire parvenir le gas-oil au niveau des plantations. Même si l'on y parvient, son prix est très élevé. Ceci a pour effet de décourager les planteurs privés, et se traduit par une baisse drastique des surfaces cultivées, comme le montre le tableau précédent, où un des plus grands planteurs privés de Mahajanga, ayant réalisé 564 ha à lui seul en 2001, n'a plus mis en

culture que moins du quart de sa surface pour cette année, soit 100 ha.

Localité	Secteur	Superficie (ha)	Objectifs (ha)	Pourcentage terminé (%)	Réalisation 2001
AMBIL OBE	0	61			
	1	113			
	2	134			
	Total	308	550	56	1743
ZONE NORD Port-Bergé	10	374			
	11	270			
	12	336			
	15	49			
	16	203			
Total	1232	1300	94	1762	
ZONE SUD Ambato Boeny	20	22			
	21	58			
	23	31			
	25	36			
	26	113			
	Total	260	530	49	2227
PRIVE S	Raha ja	100	100	100	564
	Prevul Nord	5	5		
	Prevul Sud	2	2		
	Total	107	107		
	Total		1907	2487	

d. La fermeture de la CCB et de DRAMCO, deux autres encadreurs des paysans-producteurs en zone nord, laisse plus de 3000 familles sans ressources.

Pour estimer les impacts sur le paysannat, il faut tenir compte de la situation des paysans producteurs encadrés par la CCB (Cultures Cotonnières de la Bemarivo) et par DRAMCO. La CCB est une filiale du groupe SOCOTA, dont la vocation est la culture et l'égrenage du coton. Sa production est exclusivement destinée à la COTONA. La CCB a mis en culture près de 3300 hectares en 2000, et 2500 hectares en 2001. La crise politique, ayant entraîné une forte baisse de la demande anticipée, ainsi que de la trop longue léthargie due aux grèves ont fait que la COTONA ait du diminuer fortement sa production. Une partie du personnel a été mis au chômage technique, et la demande en coton-fibre, input principal et output de la CCB a diminué. Avec la persistance des grèves, la CCB a tout d'abord mis au chômage technique ses employés, pour finalement cesser toute activité. D'après les données fournies par la CCB, 150 cadres moyens ont été licenciés, et pour le paysannat, entre 2500 et 3000 familles sont brutalement sans ressources.² Quant à DRAMCO, l'autre encadreur, ayant planté 421 ha en 2001 a cessé toute activité de plantation de 2002. On peut noter que DRAMCO fonctionne en système de paysannat strict, comme HASYMA.

² Si on applique la méthode d'estimation de une personne par hectare.

Conséquences à court terme

La première semaine de Mai, les prix de l'essence ont augmenté de 900 fmg par litre. Les conséquences d'une hausse du coût de transport seront importantes, puisqu'elles porteront sur les coûts d'acheminement des pesticides, et les coûts d'acheminement des récoltes. La faiblesse du niveau des récoltes va entraîner une autre hausse des coûts. En effet, les transporteurs refusent souvent de prendre une livraison si celle-ci ne suffit pas à remplir un camion, ce qui est souvent le cas pour les petites plantations. Pour remédier à cela, la livraison doit se faire à prix *forfaitaire*, c'est-à-dire on loue le camion pour un chargement complet.

Ces hausses de coûts se ressentiront au niveau de la HASYMA d'autant plus vivement que les cours du coton sont actuellement encore en dessous de 40 cents la livre, et dans un contexte où on annonce une surproduction mondiale de 1.7 millions de tonnes en 2001³. Puisque le marché de la HASYMA sera réduit à l'extérieur, maintenant que la demande de la COTONA est nulle, elle va subir de plein fouet les fluctuations du cours, et rien ne dit qu'elle peut rentrer dans ses frais avec un prix d'achat du coton graine à 1650 fmg.

Ceci voudrait dire que l'espérance de rentrée d'argent pour la future récolte est très faible, même si on ne peut pas l'évaluer de manière précise. Au niveau des producteurs, ceci signifiera le passage de beaucoup d'entre eux vers le quantile le plus pauvre de la population, et une forte augmentation de la pauvreté monétaire. Ceci est remarquable étant donné que le coton faisait vraiment vivre son homme, il y a seulement trois ou quatre ans, ce qui justifie d'ailleurs l'engouement pour sa culture. Ainsi, en 2000, pas moins de 25 milliards ont été injectés dans le monde rural, comme prix d'achat de coton graine.

Conclusions

Les résultats de cette étude de l'impact de la crise sur la filière coton montre comment la crise actuelle cause des dégâts au niveau du secteur coton et, plus largement, au niveau d'autres secteurs de produits agricoles de rente. L'analyse montre aussi que, même si la crise politique se résolvait toute de suite, les impacts seraient encore ressentis au niveau de l'agriculture commerciale à plus long terme. Comme l'agriculture accuse toujours un retard (lags) dans ses réactions face aux changements des paramètres économiques, la crise va probablement se faire sentir longtemps après

que les barrages aient été levés. Les répercussions au niveau de la filière coton sont surtout graves du fait que cette filière avait beaucoup d'opportunité de développement dans le cadre de l'Africa Bill.

Le manque de liquidités des banques constitue par ailleurs une des raisons de la crise dans la filière coton. Les banques, qui en temps normal constituent la première source de financement pour les campagnes de commercialisation du coton, n'assurent plus leur rôle actuellement. Ainsi, la Banque Mondiale estime à 800 milliards de FMG les avoirs bancaires immobilisés dans les bons de trésor. Pour redémarrer l'économie après la crise, il est primordial que le système bancaire puisse jouer pleinement son rôle dans les plus brefs délais.

Cette analyse montre aussi que les effets de la crise ressentis dans le secteur de l'agriculture commerciale sont identiques à ceux ressentis dans le secteur urbain de la zone franche, où les impacts négatifs vont être saisis longtemps après la levée des barrages. Il semble ainsi nécessaire de prévoir des interventions humanitaires similaires pour les victimes au niveau du secteur agricole commercial (surtout pour le paysannat) et les licenciés des zones franches.

ⁱ This program is funded by USAID, Project "Improved economic analysis for decision-making in Madagascar", Cornell University, Cooperative Agreement No. 687-00-00093-00. This policy note is part of a study on "The political crisis: economic and social impacts and implications for policy". As the current situation requires information and action in a very short time span, Cornell University will prepare a series of timely short technical notes that monitor and study the social and economic impact of the political crisis. This note was prepared by Mahenina Ranaivo (UTC Mahajanga). Comments from the technical director of HASYMA Mahajanga, T. Monggine were very helpful.

³ Chiffres donnés par les experts du Comité International Consultatif du coton, lors de la réunion de Victoria Falls en septembre 2001.